

SYNDICATS

Vers un bras de fer sur la Bourse du travail départementale

Par Julien Monier | mardi 24 janvier 2017 à 15:50



Le Département veut vendre l'édifice ouvert en 1984, situé en plein centre d'Evry (JM/EI)

Les syndicats départementaux font front uni, face à l'annonce par le Département de la fermeture prochaine de la Maison des syndicats de l'Essonne. L'instance entend réorganiser son patrimoine et installer les syndicats dans les anciens locaux du Sdis.

La confirmation publique de la volonté du Département de se séparer de sa Maison des syndicats soulève une vague d'indignations du côté du monde syndical et des élus locaux de gauche. Le Conseil départemental a en effet informé par courrier les différentes unions départementales syndicales qui occupent les étages de la Bourse du travail (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU), qu'ils devaient quitter les lieux le 30 juin prochain. Il leur est par ailleurs proposé de s'installer dans les anciens locaux du Sdis (les pompiers de l'Essonne), situés à quelques encablures, du côté du tribunal.

• Notre article : « Déménagement en vue à la Maison des syndicats »

Mardi 17 janvier, l'intersyndicale organisait une « conférence de presse » au sein de la salle des congrès de la Maison des syndicats. Une rencontre prévue pour la presse qui s'est transformée en réunion de soutien au maintien de la bourse du travail, ce « lieu ouvert à tous les salariés du département » comme l'ont rappelé plusieurs dirigeants syndicaux essonniers. Le mot d'ordre est clair : pas question d'accepter un déménagement, et de quitter l'actuelle bourse du travail. Les locaux proposés ne correspondent « absolument pas » aux besoins des organisations syndicales, notamment en matière d'accueil des salariés et des syndiqués, ont plaidé les syndicalistes.

« Avec les dernières lois, les syndicats ont de plus en plus de rôles dans les instances représentatives, nos membres doivent donc régulièrement se former, d'où la nécessité d'utiliser des salles de réunion » s'est ainsi exprimé Jean-Noël Lahoz, le secrétaire de FO 91 et président du Comité de gestion de la Maison des syndicats. Selon Laurence Baudhuin, la responsable CFDT 91, il y a également un problème de « méthodologie » : *« on nous impose un déménagement, sans demander nos besoins »*. De plus, les locaux proposés *« ne permettront plus de recevoir le public et les salariés »* ajoute Ollivier Charpenter pour la CGT 91.

Le soutien des associations utilisatrices des lieux

Il a ainsi été rappelé l'histoire singulière de ce bâtiment, construit il y a plus de 30 ans, et surtout *« conçu, pensé et aménagé avec les syndicats, pour leurs besoins »* soulignent plusieurs militants syndicaux. *« On passerait de 800 mètres carrés pour se réunir à 0 »* lâche ensuite le représentant FO. Ces dernières années, le site s'ouvrait également sur les initiatives et évènements citoyens locaux, en accueillant régulièrement des conférences, expositions, débats : *« c'est un lieu de vie important, connu et reconnu des associations comme de la population essonnienne »* confirme Jean-Baptiste Hutasse, le secrétaire de la FSU 91. Plusieurs représentants d'associations profitent ainsi du rendez-vous pour manifester leur soutien à l'ouverture de la Bourse du travail sur son territoire. Sa présence apporte selon un bénévole de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), *« une transversalité entre les associations qui ne peut pas vivre ans ce lieu de rencontre »*.

La décision fait aussi réagir au delà des milieux syndicaux, puisque le maire d'Evry et président de l'agglomération Francis Chouat est venu se positionner *« contre des opérations spéculatives réalisées sur de l'investissement public »* en affirmant le rôle des syndicats locaux pour *« faire vivre la démocratie politique et sociale »*. Pour le PCF, les mots sont sévères pour dénoncer une volonté *« d'affaiblir le mouvement syndical, afin de faire taire toute contestation »* et de défendre dans un communiqué, une maison considérée comme *« le bien commun de tous les salariés de l'Essonne »*. Jusqu'à la seule organisation syndicale pourtant non hébergée dans les lieux, Solidaires 91, qui annonce qu'elle se joindra au mouvement de contestation.



Les dirigeants syndicaux défendent d'une même voix cette maison « qui appartient à l'ensemble des salariés » (JM/EI)

L'intersyndicale essonnienne, qui se montre pour la première fois depuis plusieurs années totalement unie, discute entre elle et pourrait prévoir « un certain nombre d'actions » au printemps, sans plus de détails pour le moment. Une après-midi 'portes ouvertes' devrait être organisée le 18 mars, et les organisations syndicales espèrent que le dialogue pourra reprendre avec le Conseil départemental. Du côté de l'instance qui possède les locaux, on se montre d'abord inflexible face aux contestations des syndicats. « Nous n'avons pas d'obligation légale de les accueillir, mais toutefois nous avons une obligation morale » s'est épanché le président François Durovray.

Des « travaux » promis pour les nouveaux locaux

C'est pourquoi il propose toujours les locaux de l'ancien SDIS 91 (les pompiers essonniers), situés rue des Mazières à Evry-centre. A ce propos, le Conseil départemental affirme avoir « pris contact avec les syndicats pour visiter les locaux en mars 2016, mais certains syndicats n'ont pas souhaité venir », tout en promettant de leur mettre à disposition les lieux toujours « à titre gracieux ». Enfin affirme le Département, « pour ce qui concerne l'aménagement des locaux du SDIS, nous sommes prêts à les accompagner pour la réalisation de travaux, comme pour déplacer des cloisons. On s'est aussi engagé à fournir une salle ailleurs pour les congrès ou autres grandes sessions de formation. Par exemple, nous pourrions mettre à disposition le centre des fédérations sportives de Mennecy ». L'opposition départementale promet de son côté de soutenir les syndicats. Selon le conseiller départemental Damien Allouch, « on ne peut qu'être inquiet de cette dérive », de plus déplore-t-il, « que va-t-il advenir des associations qui organisaient des événements dans la salle des congrès? »

Sur la date de départ annoncée par courrier aux unions syndicales, soit le 30 juin prochain, le Département met un peu d'eau dans son vin, puisque selon François Durovray, « il n'y aura pas de date couperet. Si les travaux des locaux du SDIS ne sont pas finis, les syndicats pourront encore rester place des Terrasses ». Lors de la prochaine séance de l'assemblée départementale, le

« schéma directeur immobilier du patrimoine bâti » pour la période 2017-2021 doit être voté par les élus de l'Essonne. L'instance prévoit ainsi de se séparer de 20% de son patrimoine (hors collèges), dont l'ancien IUFM d'Etioilles et de réaliser des travaux sur certains sites. Bien que non inscrite dans le plan de cession présenté, la Bourse du travail devrait faire l'objet d'un débat houleux entre élus.

Julien Monier

Julien Monier est journaliste et rédacteur en chef d'Essonne Info (@EssonneInfo). Vous pouvez le suivre sur Twitter (@JulienMonier91) et le contacter par courriel (julien@essonneinfo.fr).